

Résultats de la consultation sur l'échec des écologistes à l'élection présidentielle

NOTE N° 1 : LES CAUSES DE L'ÉCHEC

Dès le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle marqué par l'échec de la candidature écologiste (4,63% des voix), **Génération Écologie a lancé une consultation ouverte pour produire une analyse collective de ce résultat et de ses causes profondes.** Chacune et chacun était invité à exprimer ses ressentis, réflexions et points de vue sur les enseignements que l'écologie politique doit retenir du scrutin.

La raison d'être de ce travail est le refus de toute relativisation de l'échec électoral des écologistes et de sa portée dans les circonstances historiques actuelles, qu'il s'agisse de la trajectoire physique du climat et de l'effondrement du vivant, ou de l'intensification des prédatations par des forces politiques et régimes autoritaires et destructeurs qui ont le vent en poupe.

2022 était le rendez-vous à ne pas manquer. La défaite de l'écologie ne tient pas seulement à son incapacité à accéder au second tour de la présidentielle, mais aussi à son score, inférieur à 5% là où le potentiel électoral de l'écologie pouvait être estimé proche de 15%. Les explications superficielles, par des facteurs externes tels que le refus de débattre de Macron, la Covid-19, le traitement médiatique passant sous silence les enjeux climatiques, et in fine le « vote utile », ne peuvent suffire à expliquer une telle débâcle. La nature de l'élection dans le régime de la Vème République pas davantage, la difficulté inhérente à ses règles du jeu étant notoirement connue.

Conduire une analyse sérieuse de cet échec est un préalable pour en tirer toutes les leçons utiles pour les combats d'aujourd'hui et pour l'avenir.

La matière apportée par la consultation constitue la base d'un constat lucide à partager. Elle sera restituée en deux volets : d'abord l'analyse des causes de l'échec, objet du présent document, puis les enseignements et orientations à en tirer pour l'écologie politique, qui fera l'objet d'une prochaine production.

Génération Écologie remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation et exprime sa gratitude aux bénévoles qui ont accompli le travail colossal de dépouillement des réponses et contributions. Un immense merci aux contributrices et contributeurs et aux membres du groupe de travail : Gaëlle, Mathieu, Régine, Lucas, Dominique, Mathilde, Éric, Laure, Maël, Estelle, Julien, Laurence, Cécile, Loïc, Isabelle, Alexandre et Édith.

Méthodologie et contexte

Nous avons reçu **905 réponses individuelles** à la consultation en ligne, auxquelles s'ajoute une dizaine de réponses collectives des groupes locaux de Génération Écologie adressées sous forme de contributions.

Ces réponses ont été collectées **entre le 12 avril et le 31 mai 2022**, au lendemain du premier tour de la présidentielle et avant les élections législatives.

La consultation était **ouverte à toutes et tous**. L'information sur la consultation a été diffusée par internet, courriels et sur les réseaux sociaux. Elle n'était pas réservée aux membres de Génération Écologie.

Pour mémoire, la consultation se présentait sous la forme d'un questionnaire composé des **six questions ouvertes à texte libre** suivantes :

1. *Quels sont vos ressentis personnels suite au résultat du premier tour de la présidentielle où les écologistes font moins de 5 % ?*
2. *Pour vous, quelles sont les causes profondes de cet échec ?*
3. *Quels sont les points positifs de la campagne écologiste, à l'échelle nationale et sur le terrain ?*
4. *Quels sont les points négatifs dans la conduite de la campagne, à l'échelle nationale et sur le terrain ?*
5. *À votre avis quels enseignements doivent être tirés pour l'avenir de l'écologie politique ?*
6. *Quelles initiatives vous sembleraient pertinentes à court et plus long terme ?*

La présente note n°1 traite de la synthèse des réponses aux questions 1 à 4.

Les réponses ont été anonymisées avant d'être traitées. En outre, aucune collecte d'information n'a été effectuée sur les personnes (de type : âge, genre, profession, engagements militants, territoire...) de sorte que toute analyse quantitative de nature démographique ou sociologique est à proscrire. Cependant, le contenu des réponses reçues indique qu'elles émanent très majoritairement d'un public politisé, qu'il soit militant ou sympathisant de partis politiques.

Dès l'origine, notre intention était celle d'une consultation sous forme d'**enquête qualitative**. La nature ouverte des questions, ainsi que des réponses sous forme de texte libre, rendent tout traitement statistique quantitatif inopportun. L'objectif a été de faire émerger les raisonnements et idées des contributions plutôt que de compter le nombre de contributions en faveur de tel ou tel point de vue, qui auraient rendu tout effort de réflexion contreproductif et stérile. Nous avons souhaité construire le processus d'analyse comme **un exercice d'intelligence collective**.

Les réponses collectées représentent **une matière riche et volumineuse**. En moyenne, les contributions font une à deux pages, parfois plus. Après avoir ventilé toutes les réponses « question par question », le groupe de travail a défini collectivement, par sous-groupe puis lors de la mise en

commun, les grilles d'analyse et les principaux thèmes qui ressortent. Enfin, une fois une première synthèse effectuée, la présentation des résultats a nécessité un travail supplémentaire.

Nous avons fait le choix d'organiser cette synthèse en partant du contenu des réponses et des argumentations. Elles permettent de distinguer, sur le fond, parmi les causes de l'échec des écologistes, des constats qui portent de façon distincte sur le programme d'une part, sur son incarnation - que ce soit par les choix de stratégie politique ou par le candidat et son équipe – d'autre part, et enfin sur la conduite opérationnelle de la campagne, aux niveaux national et local.

Cette restitution est précédée d'un préambule portant sur la synthèse des ressentis.

Enfin, nous rappelons que cette synthèse présente les résultats de la consultation et **donne la parole à celles et ceux qui ont bien voulu y répondre, dans la diversité et parfois les contradictions de leurs points de vue.** Elle n'exprime donc pas ce qui serait une « position » de Génération Écologie.

Beaucoup de réponses soulignent également le caractère prévisible du résultat écologiste :

« 100% déception. 0% surprise. »

« Déception, lassitude, colère et... confirmation d'un naufrage annoncé. »

La plupart des ressentis ne témoignent pas d'une résignation, mais d'émotions d'autant plus vives que l'échéance était importante compte tenu de l'état d'urgence écologique. Pour certaines et certains la cause prédominante de l'échec, évoquée dès les ressentis, est un manque d'intérêt ou de compréhension par les citoyennes et citoyens du caractère vital de ces enjeux. L'invisibilisation des questions écologiques par les médias est aussi souvent mentionnée.

« Je suis attristé que l'écologie ne soit pas une priorité pour le peuple français alors que le changement climatique et la chute de la biodiversité sont des menaces terriblement graves et qui nous affecteront tous. »

« Un certain désarroi, de la tristesse mais ma combativité est toujours là. Je n'étais malgré tout pas très surprise. Si la conscience du changement climatique a globalement progressé en France, peu de personnes ont intégré l'ampleur des changements nécessaires. »

L'éco-anxiété est omniprésente dans de nombreuses réponses. Le mauvais résultat électoral des écologistes aggrave le « sentiment d'impuissance face à un avenir qui s'annonce sombre ».

« Un coup de massue, de la tristesse, de la tétanie. Il est urgent d'agir, cela fait des décennies que l'on nous prévient. La catastrophe s'abat déjà sur nous, et pourtant très peu de choses changent. »

« Éco-anxiété renforcée. Sentiment de gâchis, d'occasion manquée. Colère vis-à-vis des EELV si mal préparés et si peu solidaires de la campagne. Immense désarroi de constater que nos positions sur la guerre en Ukraine ont si peu pesé dans le choix des sympathisants de l'écologie. Déception aussi d'avoir vu Jancovici, Giraud, Dion et d'autres soutenir (diversement) Jean-Luc Mélenchon : on en vient à se demander qui sont vraiment nos alliés, en qui on peut avoir confiance pour l'avenir. »

Le programme : élaboration et contenu

• Le processus d'élaboration du programme

La construction

Les critiques du programme commencent avec son processus d'élaboration, à revoir intégralement.

Le timing, tout d'abord, avec un programme dont la production a été jugée « *trop tardive* », ce qui a nui à la fois à sa qualité et à son contenu. Le programme aurait dû être « *complété/ajusté après la primaire* » et sa mise au point tardive a eu pour principale conséquence « *un début de campagne sans support programmatique* », ce qui n'a pas permis de populariser un programme « *peu connu au bout du compte* ».

L'élaboration dans l'urgence a par ailleurs favorisé des processus « *trop top-bottom qui limite[nt] la capacité de projection* », une méthode « *par cooptation des instances dirigeantes des partis* » fortement dénoncée. Ce manque d'originalité dans le choix des méthodes d'élaboration, « *malgré de nombreux outils à disposition : conventions citoyennes, plateformes participatives, débats et consultations* », a beaucoup déçu.

En particulier, l'incapacité à intégrer les forces vives de la société civile dans un écosystème a été très regrettée. Que ce soient « *les scientifiques* », « *les collectifs, ONG et associations (Shift Project, Colibris, CCC...)* », « *les économistes* », « *les entreprises* », « *les syndicats et partenaires sociaux* », « *les artistes* », « *les intellectuels* » ou encore « *les figures médiatiques* », ils et elles ont toutes et tous manqué à l'appel.

Enfin, la sortie pendant la campagne présidentielle de Vivant 2022 (programme d'EELV) a porté à confusion et rendu le programme « *peu identifiable* ».

Le format : absence de récit et de désirabilité

Après la méthode d'élaboration, c'est le format qui a été vivement critiqué, avec un programme dont la forme ressemble trop à « *un catalogue de mesures* », « *un patchwork* » sans lignes directrices, et qui aurait dû prendre la forme d'un récit, dont l'absence traduit un « *manque total de vision holistique du monde* ». Conséquence : un programme « *difficilement lisible* » avec « *de grandes lacunes au niveau de la narration* ».

« *Le projet politique d'EELV manque de radicalité, d'ambitions, il ne fait pas suffisamment le lien avec la justice sociale pourtant mise en avant par le GIEC comme levier indispensable de la transition écologique. Il ressemble davantage à un catalogue de mesure qu'à un vrai projet de société.* »

« [Point négatif :] La “mesurisation” du projet, présenté comme quelques mesures techniques, sans récit d’un projet de société désirable, centré sur les liens, le plaisir, la joie, la simplicité, la nature, le temps pour soi et pour les autres, la sécurité et la solidarité face aux grands bouleversements du monde, le pouvoir de vivre pour toutes et tous. »

De plus, le programme a pêché à la fois par le manque de concret, de lien avec le vécu quotidien ou de « déclinaison avec les territoires » dans leurs spécificités, mais aussi par une présentation trop « punitive », un aspect pas « assez joyeux et enthousiasmant », qui n’insiste pas assez sur les « résultats désirables de ces mesures ».

« L’incapacité à faire exister le récit et le projet écologiste dans le débat, il fallait afficher clairement un projet fort et identifiant comme la décroissance, l’écoféminisme etc. »

« Les Français ont peur que l’écologie leur demande trop de sacrifices et ont du mal à se projeter dans le monde de demain, car il ne les fait pas rêver. [Insistons] plutôt sur les résultats désirables de ces mesures. »

• Le contenu du programme

La qualité générale

La qualité générale du programme a été jugée assez sévèrement : « dogmatisme », « peu technique », « pas complet », « pas assez ambitieux », « manque de radicalité et d’originalité ». La cooptation de certaines parties du programme et « l’absence de travail de fond depuis plusieurs années » pointées dans les réponses ont eu pour résultat un air de « réchauffé », « d’où un niveau des propositions politiques en termes de politiques publiques qui n’est souvent pas à niveau tant en termes d’ambition que d’efficacité ». Ce manque de travail en profondeur et de radicalité dans le programme a notamment eu pour conséquence qu’il « n’était même pas le mieux noté sur la question de l’écologie ».

« Le programme de Mélenchon en matière d’écologie paraissait mieux ficelé et chiffré, un comble. »

Le contenu

Certains éléments du programme ont fait l’objet de nombreuses critiques :

Le nucléaire : la position du programme sur le nucléaire demeure très clivante et ne semble satisfaire personne. Celles et ceux qui défendent une position historique ne s’y retrouvent pas (« où est passé notre combat historique contre le nucléaire ? »), de même que celles et ceux qui jugent au contraire la position écologiste « dogmatique » alors que la sortie du nucléaire ne serait pas prioritaire au regard de l’impératif climatique. Toutefois, de nombreuses contributions appellent à dépasser ce clivage et à le resituer dans une vision systémique : « il faut revoir les positions sur le nucléaire et sur l’agriculture. Sur ces deux points il semble régner une rhétorique mensongère et antiscience qui me freine. Les deux enjeux sont la lutte contre le réchauffement climatique et contre l’effondrement de la biodiversité, les autres considérations [...] sont contre-productives. »

L’agriculture : les propositions sur l’agriculture ont été jugées insuffisantes. « L’agriculture doit être déverrouillée pour que le reste de l’économie change de modèle [...]. [L]es français [...] ont besoin de moyens pour se réapproprier ce qu’ils mangent ».

La chasse : il semble émaner un désaccord sur le fond comme sur la forme, de nombreuses contributions marquant une surprise par rapport à la place que ce thème a pris dans la campagne. À cette personne de conclure : « Concernant les chasseurs, s’il y en avait qui étaient écolos, ils ne le sont plus. »

Un clivage artificiel urbain/rural : l’absence de déclinaison du programme dans les territoires (voir plus haut) a donné l’impression d’un programme « très urbain » qui ne prend pas en compte les réalités rurales, « parfois perçu[es] comme lointain des ruralités (mobilités douces loin des centres urbains et proximité des services publics...) ». Ce clivage est accentué par les deux thèmes évoqués précédemment.

L’écoféminisme : lorsqu’il est mentionné, le terme a été décrié comme trop technique (« pas à mettre en avant, les gens ne savent pas ce que ça veut dire ») même si, sur le fond, l’écoféminisme ne fait pas débat : « Pas suffisamment de communication [sur les] inconvénients du patriarcat pour les femmes, la planète, les humains et, enfin, pour les hommes eux-mêmes. »

De nombreuses absences

En ce qui concerne le contenu programmatique, s’il y a une leçon à tirer de la campagne présidentielle des écologistes, c’est l’incapacité à intégrer les questions socio-économiques dans leur grille d’analyse. En particulier, le manque de propositions « sociales » et concernant la « lutte contre les inégalités », les positions sur le pouvoir d’achat ou plutôt la qualité de vie (« La campagne écologiste n’a pas su convaincre sur ce que l’on gagnerait en pouvoir d’achat et en qualité de vie avec les mesures proposées. », la « critique de la baisse de 18 centimes du prix des carburants pour favoriser les transports en commun ne parle pas à l’électorat populaire ni à l’électorat en milieu rural ou péri-urbain ») et l’absence de mesures pour la revalorisation de métiers essentiels aux statuts précaires, et notamment ceux majoritairement occupés par des femmes (« [rien sur] les métiers du lien ») ont été décriées.

« Il faut sortir de cette image d'écolo bobo, voiture électrique, acheter bio, etc. Pas besoin d'être riche pour sauvegarder la planète, juste faire preuve de sobriété. »

L'absence de critiques voire une complaisance avec le modèle économique actuel a été soulignée, en particulier le manque de « rupture avec le néolibéralisme et le capitalisme ». De nombreuses réponses regrettent l'absence d'une ligne directrice claire et plus radicale, en mentionnent la décroissance : « Il faut assumer notre radicalité et la décroissance sinon on est mou et on ne donne pas de perspective forte. »

« Faire des propositions concrètes beaucoup plus radicales, par exemple sur la décroissance [...]. À la hauteur des enjeux et tenant un langage de vérité. »

« Après six mois de campagne, quel message reste-t-il de la candidature écologique ? Quelles lignes a-t-elle fait bouger ? Il est dommage que le mot décroissance ait été prononcé, il me semble, plus de fois par le candidat Macron, en négatif, que le candidat écologiste, en positif. Un non-dit qui, à mon sens, aura pesé sur la campagne, notamment quand la question du vote utile s'est posée. »

« La décroissance est la ligne de front. Je crois que le mot "écologie" n'a plus de sens politique. La "victoire culturelle" de l'écologie impose de nouveaux concepts, de nouveaux combats. »

Le manque de mesures radicales a également été reproché sur les enjeux démocratiques et en particulier sur les institutions : « rien sur le dépassement de la V^e République et de ses institutions » dont « le système électoral actuel n'a aucun sens ».

Enfin, de nombreux thèmes ont été traités de façon « insatisfaisante » voire « complètement ignorés » : « financement », « international », « sécurité et dimensions régaliennes », « éducation », « statuts des fonctionnaires », « santé » ... Ce qui a eu pour effet de ne pas constituer « une alternative crédible ».

• La présentation du programme

L'élaboration d'un programme sans récit ni lignes directrices a accouché d'un contenu « sans idées fortes » et avec « une capacité de storytelling mauvaise », ce qui s'est ressenti au moment de sa restitution au grand public. Ce manque de cadre a également favorisé une présentation du programme axée sur « des débats idéologiques plutôt que des visions d'ensemble » et rendu difficile toute tentative de pédagogie. La préparation tardive et dans l'urgence a contribué à l'utilisation de mots « fourre-tout » qui ont ajouté à la confusion et au manque de pédagogie

dégagés par le programme : « *Les arguments pour une justice environnementale ne sont pas suffisamment parlants pour les électeurs "non sensibilisés" à ces problématiques.* »

Enfin, on observe une certaine incompréhension sur les choix des thèmes mis en avant qui ont miné la crédibilité des écologistes à gouverner. Une contribution note qu'il y a un « *manque de pragmatisme dans le discours [qui est] trop dans des sujets de "niche" (condition animale, cannabis...) plus que d'ensemble (emploi, école, santé, pouvoir public) sans prendre "les preuves scientifiques" comme base* ».

Le constat général est donc une incapacité à imposer l'écologie et l'urgence climatique comme la grille d'analyse face aux événements, illustré par cette question rhétorique sous forme de condamnation :

« *Où est passé le climat ?* »

La stratégie politique de la campagne

« L'écologie politique est multiple, avec des sensibilités de centristes qui votent Macron à des anticapitalistes assumés qui votent Poutou. »

• La stratégie d'alliance

Environ un tiers des contributions mentionnent les stratégies d'alliance comme cause de l'échec des écologistes à l'élection présidentielle. Deux points de vue distincts s'expriment : celui d'un déficit d'union de la gauche versus celui d'un déficit d'autonomie. Les deux s'accordent sur la faiblesse résultant d'une position médiane illisible entre ces deux stratégies.

Un échec lié au manque d'union de la gauche ?

Une première analyse consiste à attribuer l'échec des écologistes à la présidentielle à un manque d'union de la gauche et des écologistes. Plusieurs arguments sont mis en avant pour justifier cette position.

Pour les personnes qui soutiennent cette analyse, il y a tout d'abord une forme de consubstantialité entre la gauche et l'écologie, qui seraient l'une et l'autre foncièrement « anticapitaliste[s] et antiproduktiviste[s] » : « l'écologie ni de droite ni de gauche, c'est Macron et c'est de l'enfumage ». Par ailleurs, certaines notent que l'écologie est encore considérée comme l'enjeu d'un ministère et non comme un enjeu global de gouvernement, avec pour corollaire qu'un programme écologiste ne pouvait trouver d'écho qu'encapsulé dans un programme de gauche. On retrouve ainsi souvent l'idée que le programme défendu par Jean-Luc Mélenchon portait le projet écologiste. Ces contributions font aussi état d'une indifférenciation générale entre partis de gauche et écologistes.

« Il y a énormément de partis "de gauche". C'est très éclaté, et peut être qu'un dialogue dès maintenant entre les partis de gauche serait nécessaire pour peut-être fusionner certains partis... [...] C'est dur de s'y retrouver. La distinction droite/gauche est très abstraite. [...] Donc [il] y a peut-être une nécessité de revoir la manière de présenter le parti, de mettre plus l'accent sur l'idéologie. »

Autre raison invoquée : le constat que, sous la V^e République, le mode de scrutin de l'élection présidentielle pousse au vote « utile ». Selon cette logique, « on ne peut pas faire cavalier seul » à gauche – et à plus forte raison en tant qu'écologistes, pour qui ce scrutin serait structurellement défavorable. Ces contributions soulignent néanmoins que si « l'union fait la force », elle ne permet pas forcément la victoire.

Cette critique des institutions est renforcée par une dynamique du « *tout sauf Macron* ». Elle se prolonge logiquement par une tendance significative en faveur d'une alliance aux législatives en capacité de créer un contre-pouvoir à l'Assemblée nationale : « *Vous ne vous rendez pas compte de ce que c'est un quinquennat Macron...* » « *Aux législatives, coalisez-vous pitié, faites des concessions de part et d'autre.* »

Pour les partisans et partisanes de l'union de la gauche, pour qui l'écologie est soluble dans un programme de gauche, une candidature autonome des écologistes ne peut s'expliquer que comme un choix relevant de « *batailles d'egos* » ou de querelles de partis, pas à la hauteur des enjeux de « *l'avenir de l'humanité et du vivant* » et de la lutte à mener contre l'extrême-droite. Aussi de nombreuses réponses font-elles état d'un fort ressentiment envers ce choix.

« L'intention finale [n'était] pas assez claire : gagner la présidentielle ou renforcer tel ou tel parti dans une logique politicienne sur une échéance plus longue ? »

« Il faut comprendre que les 5%, ce n'est pas un objectif pour l'électeur (moi). [...] Jadot a-t-il vraiment cherché à être élu ? »

Cependant, la position en faveur d'une union se révèle composite lorsque vient la question du choix des partenaires. Ainsi, un quart des réponses plaident pour une alliance derrière LFI au nom d'une radicalité partagée, un autre quart pour une stratégie d'alliance sans LFI, considérée comme un parti « *populiste* », « *agressif* », « *extrémiste* » et « *avec un faux discours écologiste* », tandis que la moitié restante des réponses restent floues, indéterminées, avec une expression souvent réduite à quelques mots : « *s'unir* », « *union à gauche* », « *faire l'union* », etc. Dans ce dernier groupe, c'est l'idée générale de la gauche qui est convoquée, au sein de laquelle les partis demeurent indifférenciés.

Enfin, quels que soient les partenaires évoqués dans les réponses, les éléments d'éclairage sur ce qui devrait être porté en commun sont rares, et la réflexion souvent limitée aux seuls scrutins présidentiel et législatif.

Ou un échec lié à une autonomie pas suffisamment assumée ?

À l'opposé se développe une autre analyse, selon laquelle le clivage gauche/droite doit être dépassé pour un clivage terrestres/destructeurs. Ces contributions marquent le regret que les écologistes ne soient pas parvenus à s'émanciper de la gauche dans une logique transversale : « *Vous faites fuir les écologistes de droite et du centre, ils existent.* »

Ce point de vue rassemble à la fois des personnes pour qui l'écologie serait « *du centre* », « *ni de gauche ni de droite* », devrait « *suivre le modèle allemand* », ou bien qui reconnaissent l'écologie comme un combat « *de gauche* » mais pour qui le fait de se sentir de gauche ne devrait pas être

un préalable au sentiment d'appartenance à une classe écologique émergente. Pour un nombre notable de contributions, cette position est incompatible avec celle d'EELV.

« Se défaire d'une culture gauchiste étroite, qui est un repoussoir pour les électeurs sincèrement concernés par le dérèglement climatique et la perte de biodiversité. »

Le souhait d'une écologie autonome va de pair avec une aspiration à sortir des logiques strictement partisans, pour faire plus de place aux associations, à la recherche et à la société civile pas forcément désireuse de s'encarter.

« Il faut donner un contenu à l'idée de "faire de la politique autrement" pour construire une base militante large, grâce à :

- Une coopération massive avec le milieu associatif, selon des formes à définir mais qui rendraient naturel le fait de militer à la fois dans une association et dans un parti politique.*
- Une part de désobéissance civile, un côté un peu "révolutionnaire".*
- Une université populaire qui forme les gens aux enjeux environnementaux et au fonctionnement des institutions et contribue à redonner du sens à l'engagement politique. »*

• Les séquences politiques de la campagne

Outre la question générale de la stratégie d'alliance, deux séquences stratégiques ont suscité des commentaires spécifiques : la primaire des écologistes et la primaire populaire.

La primaire des écologistes

Ce premier temps de la campagne visait à fédérer les écologistes autour d'une candidature unique. Si les réponses louent les « débats de qualité » de ce « moment démocratique » réussi, qui a donné « une bonne image des écologistes » notamment au premier tour, le constat s'impose que le choix d'un autre type de scrutin aurait permis de « conserver la qualité des débats tout en évitant les phénomènes de division », que le scrutin uninominal à deux tours a inévitablement engendrés.

« Cette campagne avait pourtant bien démarrée avec la primaire. Le temps d'exposition a permis une certaine pédagogie et le ton respectueux a été salué. Mais les divisions qui ont résulté de la frustration d'une partie des vaincus a brouillé ce message d'unité et de force. Pourtant il était fort ce message au début. Le mode de l'élection lors de la primaire, à la majorité, ne me paraît pas compatible avec l'écologie. Les idées prévalent sur les candidats. La personnification est contraire avec le message de coopération que l'écologie porte. Il faut imaginer autre chose. »

La « Primaire populaire »

La séquence de la Primaire populaire s'inscrivait dans la perspective d'une union des forces de gauche et écologistes et visait à fédérer au-delà du cercle des premiers sympathisants et sympathisantes. Aucune réponse ne la met en avant comme une initiative à même de renouveler le jeu politique dans laquelle il aurait fallu s'inscrire d'emblée, mais plutôt comme une opportunité, ou pas, de rallier des partis à la candidature écologiste. Ainsi, elle est perçue soit comme une perturbation extérieure ayant « *torpillé les campagnes écologistes et à gauche* », soit comme une occasion manquée qui aurait pu servir de « *tremplin* » pour imposer Yannick Jadot comme le candidat le plus consensuel à gauche.

« La primaire populaire a également résumé les débats à celle d'une union fantasmée pendant des mois, méprisant les partis, les programmes et les désignations internes. Tout cela a été une grande perte de temps... »

« Enfin, le cafouillage de la Primaire Populaire. C'est sûr ça n'a pas aidé. Il aurait fallu dire aux militants d'y voter en masse pour mettre Jadot en tête. Personne n'était d'accord sur ce qu'il fallait faire. »

L'incarnation par le candidat et son équipe

• Le candidat

Des commentaires globalement très critiques

Sur les 905 réponses, les commentaires favorables au candidat – « sympathique », « convaincant », « bon tribun » ou « consensuel » – sont rares. La plupart sont critiques, qu'ils portent sur la stature, le discours, le ton, le charisme, le positionnement et l'image.

Sur la « stature » : la prise de position du candidat sur la guerre en Ukraine est le seul moment où il a semblé « présidentiable ». Sinon, on recense de nombreuses accusations de manque de hauteur de vue, de vision, d'une incapacité à créer l'enthousiasme pour un horizon désirable faute de « message d'espoir », d'« idées neuves » et de « message clair ».

« Le candidat n'avait pas la posture ni la hauteur de vue d'un homme d'État. On avait l'impression qu'il hésitait entre plusieurs postures, plusieurs personnalités. »

Sur le discours : il est apparu « dogmatique » (« de la start-up nation passée au greenwashing et de l'antinucléarisme primaire des années 70 »), « flou », pas au point sur les sujets techniques, « pas crédible », n'inspirant pas confiance sur la solidité du programme. D'autres contributions pointent un « manque de pédagogie » (« pas assez concis et direct », « pas assez concret ») et d'affirmation dans l'argumentation, le candidat n'ayant pas su imposer ses sujets face aux journalistes (« Jadot a eu du mal à amener les questions écologiques dans les interviews », « les écologistes se sont laissés manipuler par les journalistes et chroniqueurs »).

Sur le ton : le candidat est notamment qualifié de « donneur de leçon », « catastrophiste », alternativement « trop agressif » ou « trop défensif », « mielleux », « larmoyant ».

Sur le charisme : les reproches portent sur une incarnation « trop lisse », « insipide », « soporifique ».

Sur le positionnement : les réponses dénoncent « trop d'attaques à gauche » (« tout en donnant l'impression d'hésiter ») et un positionnement trop « économique » et « Macron-compatible ».

Sur l'image : sont soulignés le « manque de notoriété » du candidat, son manque de présence médiatique en amont de la campagne, mais aussi sa conformité aux clichés sur les écologistes (le « bobo écolo », « doux rêveur utopiste et faussement alarmiste ») et à l'image très détériorée du personnel politique (« opportuniste carriériste libéraliste », « manque de franchise »). Un autre point concerne la personnalisation du discours, avec « trop de "je" », donnant lieu à des accusations d'égotisme ou d'arrogance.

Une attente à l'opposé

Les réponses qui dressent une liste de conditions pour incarner le projet écologiste proposent un portrait-robot à l'opposé des critiques :

Sur le discours et le charisme : « ne pas craindre les héros qui ont du charisme, ça peut aider », qualités oratoires, connaissance fine du jeu médiatique (« *media training* ») pour imposer les sujets.

Sur le ton : avoir de l'humilité et faire preuve d'écoute (« ouvert à la discussion » démocratique).

Sur la crédibilité : allier maîtrise technique (« *rigueur scientifique* ») et posture de gouvernement (« *sortir du discours militant* »), capacité à rassembler au-delà du premier cercle écologiste, notamment à gauche.

Sur le positionnement : « oser la radicalité expliquée », « dégager une image calme et sereine » tout en incarnant « un projet de rupture », un horizon désirable.

Sur l'image : avoir une proximité avec les territoires, les classes populaires, les banlieues comme les campagnes ; faire preuve d'exemplarité dans les actes et constance dans les convictions (« *un homme, une femme au service des idées* » et pas « *voulant un pouvoir quelconque ou une position de prestige* »).

« Dégoter un ou une leader politique crédible aux yeux de ses pairs comme du peuple : des épaules, une vista, du courage, sachant s'entourer de techniciens compétents et de tribuns persuasifs, ayant conscience de l'extrême urgence et qui ne se laisse pas prendre dans les histoires de cornecul dont les verts sont coutumiers. »

« Quelqu'un de présidentiable, tout en dénonçant le présidentielisme. »

• L'équipe autour du candidat

Les commentaires concernant l'équipe autour du candidat sont également très critiques. S'impose le constat que « l'équipe de France de l'écologie » annoncée au début de la campagne n'a jamais été au rendez-vous.

Un format trop vertical et resserré

En effet, il est fait état d'« une impression de gestion solitaire voulue par le candidat », avec un format vertical, resserré, invisibilisant notamment le parlement de campagne : « On ne voyait pas l'équipe derrière le candidat Jadot. Donc des questions : avec qui va-t-il gouverner ? ». Par

opposition, les sympathisants et sympathisantes ayant répondu à la consultation auraient aimé voir une « équipe de gouvernement », « plus étendue », centrale « dès le départ », façon « gouvernement fantôme [contre] le fantasme de l'homme providentiel ».

De surcroît, l'équipe a semblé très politique, incluant peu la société civile, et pas assez représentative, notamment des femmes et des classes populaires. En résulte le sentiment d'un manque de proximité, là où il serait « important que l'on sente derrière le parti des écologistes des familles, avec des enfants, des gens qui savent qu'il faut changer de mode de vie, qui sont radicaux sur ce point de vue, mais qui pourraient être des cousins, des voisins ».

En outre, la non-mobilisation des élus et élues écologistes dans la campagne ainsi que l'absence de soutiens extérieurs (scientifiques, économistes, artistes, intellectuels) ont été perçues comme de l'amateurisme, à l'opposé d'une « équipe de France de l'écologie » pourtant souhaitée par le candidat.

« Sentiment qu'il n'y avait pas d'équipe nationale. »

« Il a manqué « l'équipe de France de l'écologie » qu'on nous avait promise. Sur les marchés, j'ai beaucoup entendu « je ne vois pas avec qui il peut gouverner, je ne leur fais pas confiance » (cf. l'entreprise de sabotage de Sandrine Rousseau, mais aussi les polémiques autour des maires écologistes, l'absence d'engagement d'Éric Piolle, les zig-zags de Matthieu Orphelin...). »

« Les écologistes ne sont pas parvenus à mobiliser : ni personnalités, ni activistes, ni quartiers populaires. Une victoire écologiste viendra par la création de mouvements, c'est ce qui manque aujourd'hui. »

Un manque de cohésion

Enfin, et c'est le point qui revient le plus souvent, il y a eu un manque criant de cohésion.

Ainsi, les prises de parole de Sandrine Rousseau et de ses soutiens durant la campagne sont qualifiées de « positions contreproductives », de « sorties de route », de « manque de respect des règles démocratiques », de « manque évident de solidarité », de « boulet », de « sabotage » voire de « backstabbing ». Pour autant, son éviction de l'équipe en fin de campagne est parfois contestée : « Les renvois de M. Orphelin puis de S. Rousseau, justifiés ou pas, n'ont fait que renforcer l'idée de manque d'unité à la tête de la campagne et le sentiment d'une opposition de fond. »

« Les attaques répétitives de Sandrine Rousseau aurait dû être stoppées bien plus tôt. Nous avons besoin donc d'une discipline plus importante et cela passe par des sanctions lorsque quelqu'un a comme objectif de détruire une campagne aussi importante. »

« Comment prétendre unir les Français quand on n'arrive pas à unir son propre camp ? »

Autre candidat à la primaire écologiste, Éric Piolle n'a « pas [été] assez entendu ». Quant aux interventions médiatiques de Delphine Batho, porte-parole de la campagne, elles font l'objet de retours positifs sur le fond et l'incarnation, avec néanmoins le regret, exprimé de façon récurrente, qu'elles aient été « trop rares ».

La campagne des écologistes

Les réponses concernant la campagne portent sur deux aspects : sur le fonctionnement du pôle écologiste d'une part, et sur la conduite opérationnelle de la campagne d'autre part.

• Le Pôle écologiste

Un Pôle écologiste divisé

Les réponses font le constat quasi-unanime d'un Pôle écologiste divisé et pointent un certain nombre de dysfonctionnements, au premier rang desquels des « *incohérences idéologiques profondes au sein même du principal membre du Pôle écologiste (EELV) et entre EELV et les autres formations* ». Cette division de fond, illustrée notamment par un partenaire dont les militantes et militants ont fait campagne pour la Primaire populaire contre l'avis de leur propre candidat, a contribué au sentiment d'un groupe hétéroclite, rassemblé sur la base de considérations électoralistes.

« *Impression de logiques d'appareil plutôt que d'un grand mouvement populaire.* »

La division sur le fond idéologique a été renforcée par une impression de rapports de forces continus au sein du pôle. Les militants et militantes ayant pris part à la campagne dénoncent ainsi une volonté d'hégémonie d'EELV au sein du Pôle écologiste, perçue comme « *une volonté [...] de garder "la main" sur la campagne, quitte à ne pas faire grand-chose* », voire comme un « *manque de respect et de reconnaissance* », accompagné d'une invisibilisation quasi-systématique des autres formations, comme l'illustre l'« *omniprésence du logo EELV au détriment des autres partenaires du pôle écologiste* ».

À ces motifs de division s'ajoutent les discussions tardives sur les législatives, durant les derniers mois de la campagne, qui sont apparues comme un élément de perturbation entre partis (« *ambiance polluée par les négociations* ») là où la désignation précoce des candidates et candidats aurait permis de « *fédérer plus facilement localement* ».

On dénombre ainsi moins de dix réponses notant une bonne entente entre militants et militantes des différents partis du Pôle écologiste, qui est avant tout le fait d'une cohésion locale réussie.

Des critiques sur le fonctionnement interne d'EELV

Les contributions énoncent plus particulièrement des critiques sur EELV et son fonctionnement, notamment sur les dissensions en son sein, considérées comme des « *guerres de personnes* », des « *guéguerres intestines* », concourant au sentiment que « *ce parti est comme tous les autres* » et à « *dégoûter l'électeur* » de la politique.

« Le sentiment que le parti écologique, quel que soit son nom, montre depuis 20 ans ses déchirures internes sans en tirer les leçons. C'est un peu l'élève que l'on souhaiterait voir réussir, progresser, et qui ne fait aucun effort. »

Des réponses notent aussi « un manque de soutiens » ou d'ouverture en dehors du parti, soit que les écologistes ne seraient « pas génétiquement des personnes allant dans les rues, allant manifester etc. », soit qu'il faille le mettre sur le compte d'« un entre-soi depuis 50 ans ».

C'est donc un état d'esprit général très négatif qui ressort des contributions, l'idée que c'était « perdu d'avance », que « le mouvement écolo de base n'a pas adhéré et [que] le parti ne semblait pas plus motivé que cela ». Ce manque de dynamique est parfois interprété comme une forme de résignation à agir en force d'appoint : « une campagne médiocre et trop molle, les EELV déjà ralliés à LFI. »

« On a l'impression qu'en décembre 2021, EELV n'y croyait plus du tout et regardait déjà vers 2027 ! Horrible abandon des électeurs. Ce n'est pas possible de laisser tomber quand l'urgence est si importante. »

• Les jugements sur la conduite de la campagne

Sans programme clair, sans cohésion dans l'équipe de campagne et avec un Pôle écologiste divisé, réussir à faire campagne aurait relevé de l'exploit. C'est donc sans surprise que près de quatre personnes sur dix déclarent n'avoir trouvé aucun point positif dans la conduite de cette campagne, dominée par la morosité.

« Une campagne de désespoir. »

À l'échelle nationale

Les réponses sur la conduite de la campagne au niveau national dressent le tableau de publics oubliés, d'une organisation défaillante, d'événements peu porteurs autour du candidat, d'une campagne numérique mal calibrée, mais aussi de supports de communication peu convaincants et d'erreurs opérationnelles, avec in fine des répercussions sur l'efficacité des campagnes locales.

Des publics oubliés : Dans de nombreuses réponses, il y a d'abord le regret qu'« *EELV incarne une écologie de salon, l'écologie des bourgeois* », que l'écologie passe pour une affaire de spécialistes, de « *classe éduquée* », de « *bobos* » « *en haut de la pyramide de Maslow* », d'urbains, de « *blancs* »... Et le constat que la campagne n'a pas su s'adresser à un certain nombre de publics, au premier rang desquels les populations rurales, les classes populaires, les jeunes et les seniors.

Une organisation nationale défaillante : Il y a aussi le sentiment que l'entrée en campagne a été trop tardive, avec un « *manque de dynamisme après la primaire* », signe d'une organisation de campagne improvisée et pas opérationnelle. Il ressort aussi des réponses le constat d'une organisation très verticale, resserrée autour du candidat, ainsi qu'« *un manque de professionnalisme pour ce niveau d'élection, voire de l'amateurisme* », qui a suscité l'« *impression d'un manque de planification, d'un pilotage jacobin, d'une organisation de dernière minute.* »

Des événements autour du candidat pas assez porteurs : Concernant les déplacements du candidat sur le terrain, s'exprime le regret que certaines villes aient été oubliées ou négligées, avec notamment des annulations de dernière minute, mais aussi l'impression d'un manque de concertation entre le niveau local et le national, qui aurait parfois permis une organisation plus efficace. Il en résulte le sentiment que, faute d'ancrage territorial solide, la campagne n'a pas réussi à montrer en quoi le projet écologiste apportait des réponses aux enjeux de chaque territoire. De même, l'absence de déplacements à l'étranger et de dimension internationale de la campagne a été soulignée. Quant aux meetings, ils ont été jugés trop rares, d'un format « *intimiste* » inadapté au traitement médiatique – ce qui n'exclut pas pour autant un certain rejet de la « *politique spectacle des grands tribuns grandiloquents* » qui « *ne parle qu'aux initiés convaincus* » et des gadgets consuméristes associés. Cependant, le meeting du Zénith est cité comme un moment réussi, tout en regrettant malheureusement son caractère trop tardif dans la campagne pour créer la dynamique nécessaire.

Une campagne numérique mal calibrée : Concernant les réseaux sociaux, les réponses énoncent deux points de vue : d'une part, le sentiment d'une « *campagne old school* », avec une campagne numérique pas professionnelle, sans coups d'éclat (« *pas assez de buzz* ») et sans ciblage efficace de la jeunesse sur les réseaux sociaux ad hoc ; d'autre part, l'impression que les réseaux sociaux ont pris une trop grande place dans la campagne, soit que l'activisme numérique ne pouvait de toute façon pas compenser les manquements de la candidature, soit qu'ils aient été privilégiés au détriment d'un militantisme de terrain. Ces deux points de vue ne sont pas nécessairement contradictoires et convergent vers une professionnalisation de l'usage des outils numériques au service d'une mobilisation sur le terrain.

Des supports de communication peu convaincants : Les critiques les plus récurrentes portent sur les supports de communication fournis par l'équipe nationale qui, sans récit ou ligne directrice claire, n'ont pas convaincu. On retrouve, entre autres, des remarques sur :

- des tracts trop sectoriels, peu efficaces dans leur formulation et leur présentation, laissant aux militants et militantes un sentiment de « *gâchis* »,
- un livret programmatique trop lourd, auquel il aurait manqué une page finale de synthèse avec dix mesures phares ;

- une affiche officielle qui associait le slogan « *faire face* » à un portrait du candidat « *au regard oblique* » ;
- des slogans inopportuns, « *faire face* » étant jugé « *trop défensif* » et le slogan précédent, « *changeons* », insignifiant ;
- des clips de campagne télévisés et radiophoniques pas assez percutants, le clip de présentation de Yannick Jadot étant jugé « *gentil* », « *pas en phase* », « *dans la nostalgie* », et les clips de présentation du programme trop vagues et pas assez pédagogiques, sans ligne directrice ni éléments porteurs.

Ces reproches font écho aux critiques sur le contenu programmatique et son format, que ce soit le catalogue de mesures inintelligible ou la mise en avant des aspects angoissants et punitifs plutôt que la désirabilité d'un monde avec les écologistes au gouvernement.

Des erreurs opérationnelles : Enfin, les réponses font état de défaillances diverses ou erreurs opérationnelles :

- les délais de livraison trop longs pour le matériel de campagne ;
- le livret programmatique fourni en trop petite quantité par rapport aux tracts sectoriels ;
- des changements de charte graphique et de slogans ;
- le choix de l'application Qomon hébergée par Amazon pour organiser la mobilisation...

À l'échelle territoriale

Au niveau local, les réponses varient selon la dynamique qu'a pris la campagne dans le territoire. Elles pointent généralement des défaillances dans l'organisation d'ensemble, une campagne « *trop classique* » sur le terrain et un manque de formation de base.

Un manque de coordination national-local : Des militants et militantes qui ont participé à la campagne soulignent « *un fonctionnement complexe* » d'EELV et des lourdeurs dans l'organisation générale. Et notamment, le peu d'interactions entre le niveau national et local, si ce n'est sur des points de logistique. Figurent en outre des interrogations quant au rôle et au travail effectif des salariés recrutés pour coordonner la mobilisation sur chaque territoire : « *Que faisaient les innombrables salariés recrutés pour l'occasion ?* ».

À rebours du message porté par le candidat dans les médias, certaines réponses font état de militants et militantes mobilisés pour la Primaire populaire – d'ailleurs pas toujours en soutien de Yannick Jadot.

A contrario, des personnes se présentant dans leur réponse à la consultation comme militantes et militants de Génération Écologie disent avoir apprécié le temps de réunion hebdomadaire, avec remontée d'informations en provenance du terrain, échanges sur la situation politique de la campagne, transmission de lignes directrices et éléments d'argumentaire, au travers du rendez-vous « 2022 hebdo ».

Une campagne « trop classique » : De nombreuses contributions dénoncent une campagne « *trop classique* », souvent limitée à la distribution de tracts et au collage d'affiches, éloignée du terrain, avec pas ou trop peu de rassemblements et débats publics qui, lorsqu'ils ont eu lieu, ont peiné à attirer au-delà du premier cercle militant. Ces réponses énoncent une déception proportionnelle à l'envie de pouvoir mener une campagne dynamique, originale, faite de temps joyeux, porteurs, festifs.

Un besoin de formation : Enfin, au-delà de ce qui a pu être proposé sur le court terme de la campagne (temps de présentation des tracts, explications techniques sur l'utilisation de Qomon en porte-à-porte, etc.), les militants et militantes expriment un besoin et une attente de formation sur :

- Les sujets clés (énergie, écoféminisme, laïcité, institutions et présidentialisme, retraites...),
- Les bonnes pratiques militantes (tractage, porte-à-porte, sensibilisation à la communication non violente vis-à-vis des personnes à convaincre...),
- L'histoire de l'écologie politique.

En guise de conclusion provisoire...

L'analyse des réponses à la consultation et des contributions des groupes locaux dressent le tableau d'une campagne où peu de choses ont été réussies et où l'incapacité des écologistes à proposer une vision commune de la société est la cause principale de leur échec à l'élection présidentielle.

En effet, c'est de cette absence d'unité autour d'un récit clair global que découlent les échecs successifs : élaboration d'un programme catalogue puisqu'il n'a pas de lignes directrices ; manque de cohésion entre les écologistes et absence d'une équipe qui, ne partageant pas le même fond idéologique, poursuit des objectifs séparés (l'engagement pour l'écologie politique ou des ambitions électoralistes ultérieures) ; une incarnation ratée par un candidat qui n'a su ni rassembler ni imposer l'écologie et l'urgence climatique comme grille d'analyse ; et enfin une campagne sans dynamique car sans horizon rassembleur.

« Le constat est qu'il y a une incapacité du pôle écologiste à imposer le climat comme sujet central de débat. »

Cette première synthèse va servir de socle à Génération Écologie pour poursuivre le travail d'analyse de l'échec électoral des écologistes dans les échéances majeures de 2022. Elle s'accompagne d'une réflexion collective menée en interaction avec les forces vives de la société civile.

La synthèse des réponses à la consultation sur les enseignements que l'écologie politique doit en retenir fera l'objet d'une prochaine publication.

« Une autre écologie est possible. Sur d'autres bases, avec d'autres priorités, d'autres objectifs, d'autres méthodes, et probablement reposant sur une autre base électorale. Tout est à réinventer, avec humilité et ouverture d'esprit, ce qui fait défaut hélas à beaucoup de politiques. »
